

Actes des 21èmes Controverses Européennes de Marciac Mardi 28 et mercredi 29 juillet 2015 A Marciac (Gers)

EN DISPUTE

Les fermes-usines étranglent-elles l'élevage ?

Une dispute modérée par Philippe Baralon, vétérinaire, directeur de Phylum, cabinet de conseil en sécurité alimentaire. Avec Philippe Chotteau, agro-économiste, responsable du département économie des filières à l'Institut de l'élevage, et Michèle Roux, Secrétaire générale de la Confédération paysanne, éleveuse en Dordogne d'une cinquantaine de bovins. Suivie de la réaction de Philippe Monget, Docteur-vétérinaire et directeur de recherches Inra (Tours), responsable du Gis Agenae (Analyse du génome des animaux d'élevage).



De gauche à droite : Philippe Chotteau, Philippe Baralon, Michèle Roux, Philippe Monget.

Philippe Baralon

Les fermes-usines vont-elles étrangler l'élevage traditionnel ? Telle est la question qui sera instruite au cours de cette première dispute des Controverses européennes de Marciac. Je la reformulerai ainsi : la coexistence des modèles d'élevage est-elle possible ? Mais compte-tenu du temps qui nous est imparti, nous nous limiterons aux filières bovines, lait et viande. Précisons que si le débat est souvent posé en termes économiques - compétitivité, parts de marchés, revenus...-, il ne saurait se limiter à ce seul champ, puisque le choix du ou des systèmes d'élevage impacte très fortement les éleveurs et leurs familles, les territoires qu'ils mettent en valeur, l'alimentation donc les consommateurs, l'environnement donc les citoyens et, ne l'oublions pas, car il est à la base de l'élevage, l'animal.

Au-delà de la dichotomie un peu trop simple que nous avons posée, je demanderai à nos deux disputants de nous aider à y voir plus clair dans les différents modèles d'élevage : déjà, se reconnaissent-ils dans l'opposition entre fermes-usines (voire usines tout court) et élevage traditionnel ? Et au-delà, à leur avis, la différence entre les divers modèles tient-elle en la taille (nombre de vaches ou volume de production), au type d'exploitation, intensif ou extensif, en la possession du capital (élevage familial vs. élevage détenu par des investisseurs) ou à d'autres critères ?

La notion de territoire est importante. Pour savoir si l'on doit coexister, et a fortiori cohabiter, encore faut-il définir à quelle échelle on raisonne : locale, nationale, européenne ou mondiale ? Evidemment plus on élargit, plus on a une diversité de modèles. Tout cela sans perdre de vue la réponse à la question que nous devons traiter : peut-il y avoir coexistence ? Est-ce possible, souhaitable, durable ?

Philippe Baralon. *Michèle Roux, la Confédération paysanne que vous représentez, s'est fortement engagée contre la fameuse ferme dite des 1000 vaches. J'écoutais, la semaine dernière sur Europe 1, Laurent Pinatel, le porte-parole de votre syndicat. A propos de la crise laitière et de la fin des quotas, il disait : "Il y a des gens qui ont fait croire aux paysans qu'ils pourraient s'en sortir en investissant plus, ces gens-là ont trompé les*

paysans ! Alors aujourd'hui comment on fait pour sortir tous ces gens, notamment à l'Ouest, coincés dans des systèmes sur lesquels ils n'ont plus de prise, comment on fait pour les réorienter vers d'autres systèmes dans lesquels ils puissent se retrouver un peu plus ?" Pour lancer la dispute, une question simple : Michèle, quels sont ces systèmes dans lesquels les éleveurs laitiers n'ont plus de prise et ceux dans lesquels ils peuvent se retrouver un peu ? Peut-être même beaucoup plus.

Michèle Roux. Déjà, vous avez opposé l'élevage traditionnel à l'élevage industriel. Pour ma part, je préfère parler d'élevage paysan, le terme traditionnel faisant trop passéiste alors que, au contraire, l'agriculture paysanne est très moderne et d'avenir.

Pour l'agriculture paysanne, l'humain est au centre. Le paysan ou la paysanne travaille et élève ses animaux. Pour nous, l'élevage doit être associé à de la polyculture afin de produire, dans la mesure du possible, les aliments que nous donnons à nos animaux.

Souvent, l'élevage industriel achète une grande partie de ses aliments, notamment à l'étranger. Ainsi certains disent qu'ils ont 50 vaches et 50 ha, mais oublient de dire qu'ils ont aussi 50 ha au Brésil pour produire du soja OGM. Ils ne sont pas autonomes.

L'agriculture paysanne dont je parle, c'est un modèle (j'accepte ce mot) qui s'appuie sur une charte. Nous respectons certaines règles et réfléchissons aux pratiques que nous menons sur nos fermes afin de nous rapprocher, toujours plus, de ce modèle de l'agriculture paysanne.

Autonomie et solidarité

Rapidement, qu'essayons-nous de respecter ? Un des thèmes auquel nous sommes très attachés, vous l'aurez compris, est l'autonomie. Nous essayons de faire en sorte que nos élevages paysans soient les plus autonomes possibles. Qu'est-ce que cela veut dire ? Je reprends l'exemple de l'alimentation des animaux, il s'agit d'être le plus autonome possible par rapport aux firmes spécialisées qui veulent nous vendre tous les produits, que ce soit les pesticides, les compléments alimentaires. Bien sûr, on ne l'est pas complètement, nous ne vivons pas sur une île déserte.

Nous essayons donc d'être autonomes au maximum et nous le sommes un peu contre notre volonté, puisque les petites fermes reçoivent très peu de subventions et de primes, contrairement à l'élevage industriel, en général. Là, je nuance, car la taille n'est pas suffisante pour distinguer les deux modèles industriel/paysan. Certaines fermes relativement grandes font de l'élevage paysan en autonomie et en faisant travailler beaucoup de personnes.

Pour ma part, j'estime que le modèle paysan doit être répandu sur toute la planète. Je ne le limite pas à la France, au Gers ou à la Dordogne. Cela veut dire que tous les paysans de la planète ne doivent pas être en concurrence les uns avec les autres, mais solidaires les uns des autres.

Autre mot important, après l'autonomie, la solidarité, celle avec les voisins, par exemple. Car si l'on veut être autonome, cela implique que l'on n'est pas seul sur sa ferme. Ainsi, on peut échanger des semences, de la paille, du foin, etc. Du coup, nous nous battons pour repeupler les campagnes, pour avoir beaucoup plus de voisins.

Nous voulons aussi produire de la bonne alimentation, et non pas de la matière première destinée aux firmes. Par exemple, je suis productrice de lait. Aujourd'hui, le lait, comme le pétrole, subit du cracking pour fabriquer des produits vendus très chers, alors qu'on ne nous paie pas le lait, au motif que le cours mondial est très bas. Seulement 7 à 10 % sont échangées au niveau mondial et ce sont ces 10% qui donnent le cours mondial et donc le prix du lait payé aux paysans : c'est un produit à faible valeur ajoutée comme la poudre qui donne le prix de notre lait qui lui va servir à élaborer des produits à haute valeur ajoutée. Donc, nous voulons continuer à produire un bon aliment, qui fait de bons fromages, de bons yaourts, mais pas des matières premières pour l'industrie.

P. Baralon. *Philippe Chotteau, vous retrouvez-vous ou pas dans la description des systèmes d'élevage que vient de décrire Michèle Roux pour la filière lait ? Et est-ce les mêmes modèles, ou d'autres, pour la filière viande bovine ?*

P. Chotteau. Comme c'est une controverse, je ne peux pas m'y retrouver totalement bien entendu ! Et pour ma part, je vais parler un peu

moins humain, vécu, et un peu plus chiffres. Et du côté des chiffres, si l'on cible l'élevage bovin, il faut considérer les différentes échelles. Va-t-on parler à l'échelle du Gers, de la France, de l'Europe ou à une échelle encore beaucoup plus large ?

En France, la taille moyenne des élevages de bovins est de 53 vaches laitières, pour une production annuelle d'environ 350 000 litres de lait par an.

P. Baralon. *La taille de l'élevage de Michèle...*

P. Chotteau. Non, Michèle a choisi consciemment d'avoir un rendement un peu moins haut par vache. Mais, de part et d'autre de cette moyenne, il existe de gros écarts. Il existe en France des élevages de plus de 100 vaches (environ 5 000, représentant 16% des laitières françaises) et, à l'inverse, des élevages de moins de 30 vaches environ 18 000 fermes laitières sur 70 000 au total et 8% des vaches. Du coup, je suis très gêné dans ce paysage pour définir ce qu'est un élevage industriel. Quel critère faut-il retenir ?

Prenons le travail salarié... On s'aperçoit via le Rica, le Réseau d'information comptable agricole, qui donne une bonne image de l'élevage bovin en France et en Europe, qu'une ferme produisant 200 000 litres emploie 1,3 travailleur à temps plein familial et pas de salarié. Une exploitation produisant 1 million de litres, ce qui est déjà une très grande ferme pour le paysage français, compte 3 UTA¹ + 1 salarié. Certes, on a une augmentation de productivité du travail, mais qui n'est pas considérable.

Pour moi, en tant qu'économiste, avec 3 travailleurs familiaux à temps plein et 1 salarié, on ne peut pas dire qu'on est dans un élevage industriel, dans une ferme usine.

¹ UTA, l'unité de travail annuel est l'unité de mesure de la quantité de travail humain fourni sur chaque exploitation agricole. Cette unité équivaut au travail d'une personne travaillant à temps plein pendant une année. On distingue les UTA salariées (qui comprennent éventuellement les exploitants eux-mêmes ou des membres de leur famille), permanents ou saisonniers, des UTA non salariées. On considère aussi parfois l'ensemble des UTA familiales qui regroupent les exploitants et les membres de leur famille participant au travail sur l'exploitation, qu'ils soient salariés ou non. (Définition de l'Insee)

Des petits élevages aux plus grands, j'ai beaucoup de difficultés à distinguer une rupture, on est davantage sur un continuum.

Alors certes la ferme des 1 000 vaches, c'est autre chose, puisque le donneur d'ordre, détenteur du capital, est extérieur à la ferme, même s'il est lui-même fils d'éleveur laitier, il a fait fortune dans le BTP. On est, là, sur un modèle qui est une exception totale en France.

Trois France laitières

A grands traits, il existe trois France laitières. Le grand Ouest, avec ses plaines herbagères océaniques -même si une partie est sur la Manche- compte à peu près la moitié des fermes. Viennent ensuite les zones de polycultures-élevage, tout le reste de la France hors zones de montagne, où, finalement, les fermes laitières ne représentent qu'environ 30% des fermes laitières françaises et fournissent 1/3 de la collecte. Enfin, 20% des fermes sont basées dans les montagnes de l'Est (Franche-Comté, Alpes du nord) ou en Auvergne. Et les tailles de fermes de ces différents systèmes sont extrêmement différentes. Comment en est-on arrivé là ?

Jusqu'il y a dix ans, nous avions un modèle de gestion des quotas particulier en UE: la gestion des quotas était départementale, les quotas ne pouvaient pas circuler et 92% des petites régions agricoles qui fournissaient du lait. Ensuite, le système a été assoupli, on a libéralisé en préparation de la fin des quotas laitiers, qui s'est produite au 1^{er} avril 2015. Avec cette conséquence: il y a eu un phénomène de concentration. Finalement, comme de moins en moins d'éleveurs désiraient continuer à faire du lait dans les fermes de polyculture élevage, les exploitations se sont extrêmement agrandies alors que dans les zones du grand Ouest, les tailles sont restées très modérées. Idem dans les montagnes. Les modèles sont donc très disparates.

Quand on regarde ce qu'il se passe dans les autres pays européens, la situation est différente. Par exemple, le Danemark est le cas typique où il y a eu un consensus entre les divers acteurs. Il y a un peu plus de dix ans, pouvoirs publics, universitaires, représentants du syndicat agricole, de la principale coopérative agricole Arla-Food, des banques, etc. se sont mis d'accord pour augmenter considérablement la taille des élevages avec

une moyenne, aujourd'hui, de 1,2 million de litres par exploitation (avec encore un certain écart type). Sur la base d'un modèle qui n'était pas fait pour supporter la volatilité des prix, ce qui leur pose, aujourd'hui, d'énormes soucis.

P. Baralon. *Michèle, on a bien compris votre attachement à l'agriculture paysanne, mais cet élevage paysan peut-il coexister avec d'autres modèles ? Est-ce possible, souhaitable ?*

M. Roux. Je ne crois pas que les deux modèles agriculture paysanne-agriculture industrielle puissent coexister. Je ne parle pas des hommes, des paysans, de ceux qui se lancent dans l'agriculture industrielle avec des investissements à outrance.

La crise actuelle est l'illustration « parfaite » de ces gens qui ont beaucoup investi cette dernière année, car on leur avait dit que, avec la fin des quotas, ils pourraient faire tout ce qu'ils voulaient. Agrandir, investir... Nous le disons depuis longtemps, ce n'est surtout pas ce qu'il faut faire. On a poussé une grande partie des paysans à adopter ce système, aujourd'hui ils bloquent nos routes... On voit bien, finalement, que ce modèle les fait « crever ».

Pourquoi les deux modèles ne peuvent-ils pas coexister ? Ce n'est pas une histoire de coexistence de deux groupes humains, mais de deux modèles techniques. Comprenez : quand monsieur Ramery a créé l'usine des 1000 vaches, il a dit qu'il allait faire une usine, y mettre des vaches et produire du lait à 270 € la tonne. Quand j'entends cela à la radio, je fais des bonds ! Car moi à moins de 350€ la tonne (ou 35ct le litre), je ne peux pas vivre, car j'ai un prix de revient de 35 centimes le litre.

Je ne suis pas la roturière...

Alors lui, pourquoi peut-il le faire ? Simplement parce qu'il reçoit beaucoup de subventions, environ 270€, notamment en revendant le gaz de son méthaniseur² sur la base d'un prix subventionné, (que vous financez donc avec vos impôts), en ayant beaucoup d'hectares primés par la Pac, (encore vos impôts) ! Voilà comment lui peut faire du

² Lire l'article de Reporterre « Tout savoir sur la ferme-usine des Mille vaches si vous avez loupé les épisodes précédents » (28 octobre 2014) : <http://www.reporterre.net/Tout-savoir-sur-la-ferme-usine-des>

lait à 270€ la tonne et que moi je ne peux pas. Il n'y a donc pas d'égalité. Je veux bien que l'on coexiste mais avec les mêmes conditions d'égalité, c'est-à-dire avec autant de prime pour chaque individu. Dans ce cas, nous serons sur la même ligne de départ, et nous verrons bien lequel sera en tête. J'en suis sûre, c'est moi qui arriverai la première. Dans l'histoire de la roturière et du noble³, contée par Patrick Denoux, je ne suis pas la roturière, j'arriverai la première, car mon agriculture est résiliente. Dans cette crise, elle pourra tenir le coup, car j'essaie de ne pas me spécialiser à outrance, de me diversifier, de ne pas trop investir.

Aujourd'hui, nous avons deux crises : celle du prix du lait, mais aussi celle de la sécheresse, la canicule. Pendant trois mois, j'ai réussi à ne pas donner de compléments alimentaires à mes vaches et elles s'en sortent. Alors certes, elles produisent un peu moins de lait, mais ma marge est plus grande.

Donc, pour moi, il est impossible que ces deux modèles puissent cohabiter.

Et qui va choisir entre ces modèles ? Ce n'est pas moi. En France, le modèle d'agriculture paysanne perdure parce qu'il existe la Confédération paysanne. Mais au Danemark, il n'y a pas un syndicat de la sorte et les malheureux en sont là !

On a supprimé les quotas pour faire modernes !

Ce n'est donc pas moi qui vais choisir. C'est aux pouvoirs publics de le faire, d'avoir du courage, sauf qu'ils n'en ont pas. Certains se revendiquant du syndicat paysan dominant disent au ministre ce qu'il doit faire. Et le ministre fait ce qu'on lui demande. Par exemple, dans le plan actuel de sauvetage de l'élevage, il dit comprendre et vouloir sauver ceux qui ont beaucoup investi et qui ont tant à rembourser. Mais, dans le même temps, il échafaude un plan au sein duquel si on investit 100 €, on peut amortir 140 €. On dit vouloir sauver ceux qui ont investi, mais il les pousse à investir davantage encore. On fait la même chose pour les paysans que pour les Grecs.

Les pouvoirs publics français et européens doivent changer de politique, réguler les

volumes de production. Ils ont supprimé les quotas en Europe croyant faire moderne alors que les Etats-Unis, eux, font le raisonnement inverse. Ils se sont dit : il n'y a plus de régulation, on n'a presque plus de paysans, il faut donc remettre de la régulation. Et nous, pendant ce temps, on dérégule. Du coup, les producteurs n'ont plus de volumes garantis, donc pas de prix en face.

Diversifier ou mourir

P. Baralon. *Philippe, selon vous, cette coexistence est-elle possible, souhaitable, inévitable ?*

P. Chotteau. La coexistence existe de fait, aujourd'hui en France, et en Europe aussi, évidemment. Je vais reprendre les propos de Patrick Denoux.

D'abord la connaissance... A l'Institut de l'élevage, nous essayons d'avoir, sur le territoire, des réseaux d'exploitation, d'élevage, des fermes que nous avons identifiées comme étant durables sur les plans économique, social, environnemental... Il y en a ainsi 400 en France. Et, contrairement à ce que l'on aurait pu penser dans les années 60, avec les lois l'orientation agricole, il n'y a pas vraiment de modèle dans notre pays. En tout cas, à l'Institut de l'élevage, nous nous sommes toujours efforcés de dire que l'avenir est ouvert, qu'il faut absolument garder une biodiversité y compris des systèmes d'élevage, car au moindre changement qu'il soit climatique, économique (cf la volatilité des prix depuis 2007)... on est mort ! Ceci dit, peut-être que finalement nous sommes allés trop loin. Il faudrait qu'un jeune, qui désire s'installer dans une région, puisse choisir entre 3, 4 ou 5 possibilités et pas entre 20, comme c'est aujourd'hui possible.

Une ambiance laitière

Ensuite, la reconnaissance... Elle est aussi un peu de fait, quand même. Je m'explique. Depuis 2007, le lait disparaît à grande vitesse dans le Sud-Ouest, contrairement aux autres régions françaises. Pourquoi ? Parce que l'ambiance laitière qui est un facteur fondamental, très difficile à calculer, y disparaît. L'ambiance laitière, de quoi s'agit-il ? Si l'on vit tout seul au fin fond de la Beauce, que l'on a une grosse structure, mais pas de voisin pour travailler avec soi, comment fait-on ? Pas de Cuma, obligé d'avoir tout son

³ Lire la contribution de Patrick Denoux
« De la cohabitation à la coexistence, ou de la métamorphose du (1 et 1) en (1 + 1) »
http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_arti cle=4012

propre matériel ; pas d'entrepreneur agricole non plus ; le voisin le plus proche qui fait du lait à 40 km... Et puis, il y a les chantiers d'ensilage (car le lait se fait souvent avec du maïs) que l'on ne peut pas faire seul, et les services associés à l'élevage, comme le collecteur. Il est très difficile, car très coûteux, de faire faire 60 ou 70 km supplémentaires à un camion. Il y a donc des effets que l'on nomme cluster en économie. Ainsi, on voit bien que le lait se concentre dans certaines zones (c'est complètement différent pour la viande).

Dans les pays de l'Est, dans les années 90 et 2000, les très grosses structures (des fermes d'Etat ou des kolkhozes) sont allées au bout de cette logique-là. Aujourd'hui, la Hongrie ou la Bulgarie ne font plus beaucoup plus de lait, contrairement à un pays comme la Pologne. Ce pays a gardé une diversité de systèmes, à la fois de grandes fermes héritées de la Prusse orientale, des Junker (des nobles allemands), et des fermes minuscules de 1, 2 ou 3 vaches, nichées dans la petite Pologne ou dans le Piémont des Carpates au Sud-Est ; et puis, complètement à l'Est, à la frontière de la Biélorussie, en Podlachie, les fermes étaient un peu plus grandes, plus intensives. Il se développe dans cette dernière région un modèle de type breton où, côté positif de l'histoire, l'on commence à capitaliser et à faire des fermes pouvant employer de 1 à 3 personnes et fonctionnant avec des coopératives.

Tout cela pour vous dire que les pays comme la Pologne, qui ont gardé une diversité de modèles d'élevage, ont subi la chute du mur et l'intégration européenne – un stress absolument majeur- plus aisément que ceux qui ne disposaient que d'un seul modèle imposé par l'Etat.

Nous voulons des voisins

P. Baralon. *Pour terminer, merci de livrer les quelques idées-clés à retenir de cette dispute.*

M. Roux. Je voudrais insister sur le fait qu'en agriculture paysanne nous voulons des voisins. Les autres paysans ne sont pas nos ennemis, loin de là. Nous voulons qu'ils restent paysans à nos côtés et qu'ils continuent à produire du lait, tout en nous laissant de la place pour produire. Car si des fermes occupent 3 000 ha, il n'y aura plus de place pour que nous restions paysans.

Nous ne souhaitons pas la coexistence entre deux modèles, mais qu'ils se transforment en paysans plus proches de l'agriculture paysanne, plus autonomes, que l'on reste nombreux et que nous puissions parler, échanger. Nous ne devons plus perdre un seul paysan aujourd'hui. Nous avons atteint le chiffre fatidique des 3% de paysans de la population active. Nous ne sommes plus beaucoup. En deçà de ce seuil, le pays lui-même est en danger de ne plus pouvoir se nourrir. Nous importons déjà beaucoup d'alimentation, il faut que cela cesse.

Les économies d'échelle pour les produits standards

P. Chotteau. Pour ma part, les points-clés, c'est d'avoir des systèmes cohérents, qui soient reconnus par les voisins avec lesquels, de toute façon, on est amené à travailler. Même si l'on est en circuit court, même si l'on est en autonomie complète, Michèle l'a souligné, on ne vit pas seul sur une île déserte. On est donc bien obligé de comprendre comment fonctionne l'autre.

Les économies d'échelle, donc l'agrandissement des structures, joue à plein pour les fermes qui ont choisi de produire des produits dits standards - cela ne veut pas dire des produits bas de gamme. Et ces fermes qui ont choisi de livrer du lait à de grands collecteurs, pour faire des poudres de lait par exemple, sont bien obligées d'améliorer considérablement leur acceptabilité sociale, leur durabilité tant sur le plan environnemental, que celui du bien-être animal, ce dernier critère devenant central dans nombre de pays, au Nord de l'Europe surtout, mais au Sud maintenant aussi. Si les fermes ne sont pas absolument nickel sur ce point, elles n'ont aucune chance. Et sur le plan économique bien sûr. Un de mes collègues, Christophe Perrot, a fait des calculs sur les fermes laitières via le Rica. Aujourd'hui, donc dans les conditions actuelles de capital investi, etc., l'optimum en économie d'échelle se situe aux alentours de 600-650 000 litres. Ce n'est donc pas 4 millions de litres. Cela est vrai pour les fermes qui livrent leur lait pour fabriquer des produits dits standards, industriels. En revanche, on est sur des modèles différents pour les AOP.

Il faut donc être conscient de sa logique, de son choix, de là où chacun se sent parfaitement

bien, sinon le système ne fonctionnera pas. Et, surtout, si on oppose ces modèles les uns aux autres, on n'y arrivera pas.

Alors, c'est vrai, il y a sans doute aussi des rééquilibrages à trouver dans la politique des banques ou dans les politiques européennes. Mais, cela a commencé, me semble-t-il.

P. Baralon. *On voit une opposition assez nette entre vous, entre une coexistence qui paraît dangereuse et une autre qui paraît naturelle et une diversité de marchés. A la suite de ces échanges, Philippe Monget, comment pouvons-nous élargir le débat, notamment sur une question fondamentale qui vous est chère, celle de l'évolution de l'animal, de la sélection de l'animal d'élevage dans les années à venir.*

REACTION

Des limites de l'élevage de demain...

Une réaction de Philippe Monget, docteur-vétérinaire et directeur de recherches Inra (Tours), responsable du Gis Agenae (Analyse du génome des animaux d'élevage).

Etant chercheur à l'Inra, je vais apporter une petite valence recherche dans le débat. Je m'interroge beaucoup sur ce que va devenir l'animal d'élevage de demain, dans 20 ans, 30 ans, soumis à une pression de sélection assez importante. Cet élevage de demain est circonscrit par quatre types de limites : biologiques, sanitaires, de pratique d'élevage et économiques, pour beaucoup liées aux consommateurs.

Les limites biologiques... Depuis 20 à 30 ans, la sélection génétique a été tellement forte, tellement puissante que l'animal a beaucoup changé. Il produit bien plus de lait, de viande, d'œufs. Alors, d'un côté, on a augmenté la productivité mais, de l'autre, on a aussi, par exemple en vache laitière, perdu 20 points de fertilité en 20 ans. Et puis, depuis huit ans, nous avons vécu une révolution, la sélection génomique, qui nous permet de sélectionner des animaux sur des caractères

moins héréditaires (la fertilité, la robustesse, la résistance aux mammites, etc.). Effectivement, l'élevage de type industriel s'est lancé à fond dans la sélection génomique, que ce soit en bovins laitiers, en ruminants laitiers, mais également pour le blé et le maïs. C'est pour cela que l'on entend dire que l'Inra ou la France veulent nourrir le monde. Il s'agit en fait d'exporter cette technologie de génomique, qui est assez formidable parce qu'elle va enfin apporter de la diversité génétique. Il s'agit donc d'un contre-point à l'homogénéisation génétique telle que pratiquée depuis 20-30 ans par les sélectionneurs. Et, à mon avis, il ne faudrait pas que la Confédération paysanne ferme les yeux sur cette technologie et s'interdise de pouvoir sélectionner ainsi des animaux sur des caractères qui lui sont chers, comme la robustesse ou la résilience dont Michèle Roux a parlé.

L'animal d'élevage est également circonscrit par **des limites sanitaires**, pas pour les ruminants mais pour les filières porcines et avicoles. Pourquoi porcs et volailles sont-ils élevés dans des bâtiments ? Simplement, car si on les met dehors, ils sont infectés ou parasités : les porcs portent le virus d'Aujeszky, il y a la coccidiose chez les volailles, bref des tas de parasites grouillent à l'extérieur. Ce sont donc aussi des raisons sanitaires qui ont poussé à l'enfermement des animaux, afin de limiter les intrants vétérinaires. Pour que ce soit plus propre.

L'animal de demain est aussi limité par **les pratiques d'élevage**. Là, on peut penser qu'on est au cœur de l'opposition frontale entre l'élevage intensif et l'élevage agro-écologique, extensif. Cela est vrai en particulier dans la filière porcine et, surtout, dans celle des volailles de chair. Quant à la ferme des 1000 vaches, je ne suis pas sûr que tous les vachers qui y travaillent soient vraiment très heureux. D'après ce que j'ai entendu, au moins 5 ou 6 auraient démissionné. Et je ne parle pas des employés qui sont chargés, par exemple, d'éliminer les poussins mâles à la naissance. Certains techniciens refusent catégoriquement et préfèrent démissionner. En plus du bien-être animal, il faut donc tenir compte du bien-être des hommes dans ces systèmes. Cela dit, une petite remarque : 1 000 vaches en France, par rapport au Brésil où il peut y en avoir 20 000 ou 30 000, cela reste encore petit.

Enfin, l'animal d'élevage de demain est circonscrit par **des limites économiques**. Un rapport du GIS Elevages Demain⁴, sorti récemment, affirme que près de 320 000 emplois vivent directement de l'élevage, et 400 000 indirectement, sans parler des distributeurs de la GMS.

L'élevage représente donc un poids économique très important, des importations et des exportations. Bien-sûr, le modèle économique de type intensif vise à exporter du lait, ce qui est important pour le PIB national, mais Michèle Roux disait aussi « nous, on n'importe pas ». Le modèle proposé par la Confédération paysanne a donc aussi un rôle à jouer au plan économique, sachant que l'économie ne se limite pas uniquement aux emplois et au coût de la viande et du lait, mais aussi aux coûts environnemental et humain qui restent très peu pris en compte et très difficiles à appréhender. On le sait la grande majorité des gens qui font leurs courses regardent les prix et vont au moins cher, car effectivement quand on gagne le Smic, il est difficile de tenir son budget et de se préoccuper de tout... Le coût économique de l'élevage dépend donc beaucoup des consommateurs. Alors, comment l'Etat français pourrait-il éventuellement faire de la publicité pour inciter à acheter français ?

DEBAT AVEC LE PUBLIC

Christian Manauton *éleveur dans les Hautes-Pyrénées, ancien producteur de lait.*

Pour revenir à la réflexion sur les producteurs de lait du Sud-Ouest, je ne pense pas que les raisons que vous évoquez pour expliquer les cessations soient les bonnes. Je suis fier d'appartenir à cette région, parce que les éleveurs sont de bons gestionnaires, c'est-à-dire qu'ils arrêtent quand leur production n'est plus rentable. C'est aussi simple que cela. Depuis que je suis installé, on m'a toujours dit que le Breton était le meilleur et que je ne pourrai pas lutter. Je l'ai cru, mais je croyais que c'était parce qu'il gagnait plus d'argent que moi. C'est faux. Le revenu de l'élevage breton est quand même le second plus faible après la Corse. C'est surprenant.

4

<http://www.agrisalon.com/actualites/2015/07/06/rapport-les-emplois-lies-a-l-elevage-francais>

Concernant la coexistence entre les deux systèmes, celui de la ferme des 1 000 vaches ne m'emballe pas, mais peut-être pas pour les mêmes raisons que celles invoquées. Par exemple, on entend souvent parler du bien-être animal. Il faut savoir qu'un élevage laitier de 100 vaches, c'est le même système. Que vous ayez 100 vaches ou 200, les animaux sont sur des tapis, il y a des robots, souvent une alimentation à base d'ensilage de maïs et de soja. Dans la région, l'élevage laitier, c'est ça. Vous l'avez dit, il y a aussi des systèmes herbagers, mais ils ne sont pas si fréquents que cela.

Ce qui me gêne dans vos discours, c'est que vous évoquez rarement le paysan. Vous parlez de modèles. Alors que moi je me demande s'il y a, dans la ferme des 1000 vaches, un éleveur qui passe sa journée à nettoyer les mamelles des vaches : est-ce toujours un paysan ?

On oppose les fermes usines, l'agri-business et l'agriculture familiale et traditionnelle. Pour ma part, je pense être davantage un agri-businessman que M. Ramery qui a monté la ferme des 1000 vaches. Ce n'est pas ce volet-là qui me gêne, mais plutôt le volet économique – Michèle Roux en a un peu parlé.

El precio...

Pourquoi ai-je du mal à coexister avec une ferme telle que celle des 1000 vaches ? Parce que, une fois encore, on va avoir un prix du lait fictif qui n'est pas le fruit d'une rémunération, d'un produit de vente, mais l'addition de production, de primes et d'une usine de méthanisation. Au final, le tout fait un prix fictif qui va tuer le petit producteur. Et votre collègue de l'Inra, Vincent Chatellier, va prendre cet exemple pour nous prouver que c'est la solution. Mais c'est faux, on est encore dans le déni de réalité. Et, vous l'avez dit, en lait il n'y a pas d'économie d'échelle. Alors pour quelle raison fait-on cela ?

Vous avez parlé des Danois. J'ai rencontré des éleveurs danois parler de leur taux d'endettement. Ces gens sont voués à travailler toute leur vie pour rembourser, quel que soit leur salaire. Et le système se satisfait de cette situation, car les éleveurs sont obligés de continuer à produire et le producteur, lui, obtient du lait à très bas prix. Sachant qu'en plus, c'est une denrée périssable, il ne peut plus se défendre.

J'ai de la famille en Argentine. Il y a deux ans mon cousin, qui est producteur laitier, est passé discuter à la maison avec trois de ses collègues. Ils ont 500 vaches, 800 vaches, 800 vaches, 900 vaches. Cette année, sa tante repasse chez moi, je demande des nouvelles, comment va le lait dans la famille. Il a arrêté, ses trois collègues aussi. Pourquoi ? Elle me dit « *el precio* » [le prix].

Alors quand on me dit qu'il faut faire de grosses fermes et que je dois prendre l'exemple du Danois hyper-endetté, du Brésilien ou de l'Argentin, il y a, là, un mensonge monumental.

Anne-Marie Martin travaille en Rhône-Alpes, Auvergne, Bourgogne. Ethnologue, elle réalise des films documentaires dans le milieu rural depuis plusieurs années.

Je pense qu'il y a des modèles très différents et il me paraît très important de définir les termes : élevage intensif, élevage industriel, élevage traditionnel. Il faudrait qu'aujourd'hui nous produisions, ensemble, une définition.

Ce qui me semble important c'est le nombre, la quantité d'animaux qui résonne avec le mot industrie, parce que nous sommes abreuvés d'images d'animaux à la chaîne, entravés, etc. Je me suis particulièrement intéressée au centre d'engraissement de Saint-Martial-Le-Vieux, dans la Creuse, qui doit rassembler au moins 1 300 broutards. On parle de la ferme usine des 1000 vaches, mais il y a actuellement en France – on ne trouve l'information que sur le site de la Confédération paysanne - 35 autres sites industriels en création⁵.

La régulation par la consommation

Dominique Michenaud, Loire Atlantique.

Il faut une régulation, cela me paraît évident. Par les pouvoirs publics, bien-sûr, mais il ne faut pas oublier les consommateurs. A part Michèle Roux, on a très peu parlé de la qualité de l'alimentation. Les systèmes de production produisent certains types d'aliment. Quand les vaches ne sortent plus, qu'elles ne mangent plus d'herbe, ce n'est pas le même lait qui est produit, ce n'est pas le même cocktail de matières grasses. Nourries aux concentrés, à l'ensilage de maïs, ce ne sont plus des

herbivores. Quant à la volaille label vs volaille industrielle, on n'obtient pas la même quantité de matière sèche par kilo de produit, ni la même quantité de protéines... Les consommateurs pourraient se saisir de cela. La régulation peut venir de ce côté-là.

Et puis, le terme de ferme-usine a été très médiatisé. Vous avez dit que le critère principal pour le définir ce n'est pas la taille mais le mode de production. Philippe Chotteau dit qu'il n'y a qu'une ferme usine en France ; c'est vrai qu'en Allemagne il y en a plus et elles coexistent. Il y a, en Bavière, de toute petites fermes qui font du circuit court, de la production fromagère, etc., et, en Allemagne du Nord, des fermes de 5 ou 6 000 vaches. On en reparlera dans quelques années.

Mais ce qui est en train de se développer dans pratiquement dans toutes les communes de la Loire Atlantique, un département qui n'était pourtant pas très intensif - ce n'est pas la Bretagne-, c'est ce que j'appelle des fermes-usines : deux exploitants, de un à trois robots de traite, 1,5 million de litres de lait et des vaches qui ne sortent plus, qui ne vont pas à l'herbe. Il y a peu j'étais au Pays basque. A Carrefour, nous achetons du lait portant l'image d'un beau chalet en montagne. Je suis à peu près sûr que le lait est fait à base d'ensilage de maïs dans la plaine. On dupe les consommateurs. Ce n'est pas la même qualité de lait. Ce n'est pas hasard que les fromagers interdisent l'ensilage.

Une conseillère agricole à la retraite, de l'Eure (Haute-Normandie).

Je suis déçue que vous n'ayez pas parlé d'environnement, d'aménagement du territoire ; un peu d'emploi, mais pas assez à mon goût. Quid de l'aménagement du territoire et de l'emploi entre la ferme des 1 000 vaches et les fermes comme celle de Mme Roux ?

De gros agriculteurs qui se battent comme des morts de faim

Jacques Chèvre, éleveur retraité voisin de Michèle Roux, membre du conseil d'administration de Terre de liens. Je m'occupe dans mon département des espaces tests agricoles.

Dans les coexistences difficiles, il y a l'accès à l'outil de travail, c'est-à-dire au foncier. Je suis désespéré de voir qu'en matière d'espaces tests, qui sont de petites surfaces en agriculture biologique, dont nous avons besoin pour recréer une alimentation locale, nous sommes

⁵ Carte de l'industrialisation de l'agriculture : Une dérive destructrice pour les paysans
<http://www.confederationpaysanne.fr/actu.php?id=3347>

en conflit permanent avec de gros agriculteurs qui se battent comme des morts de faim, à n'importe quel prix, pour accéder au foncier parce qu'on leur a dit qu'il fallait grossir. Je rappelle que c'est le syndicat en charge de l'installation qui est le syndicat zélateur de l'agrandissement par ce principe. Et agrandissement et installation cohabitent mal. Il faut donc trouver des solutions, à travers des initiatives formidables prises par les citoyens, par les collectivités locales... Si on n'impose pas une politique volontariste sur le maintien du foncier pour des exploitations et des besoins d'utilité alimentaire, on court à la catastrophe.

Quand on arrête de traire dans une famille, personne ne recommence

P. Baralon. Oui, beaucoup de points n'ont pas encore été abordés. On parle de solidarité mais aussi de compétition sur le foncier, pour les marchés, la pression sur les prix, que ce soit en Argentine ou en France... Finalement, la limite à cette coexistence n'est-elle pas cet élément de compétition. N'est-ce pas un aspect que l'on tente « d'euphémiser » dans le monde agricole, parce que c'est plus cool de dire qu'on est tous solidaires. Mais, en fait, cette compétition n'est-elle pas effrénée sur les différents facteurs rares ? Après, revenons sur les logiques de dynamique de territoire. Pourquoi n'y a-t-il plus de lait dans le Sud-Ouest ? Je rappelle qu'il existe aussi une dynamique humaine, au sein des familles. A ma connaissance, quand on arrête de traire dans une famille, personne ne recommence.

Personne n'a envie de faire un boulot à la chaîne

P. Chotteau. J'ai été un peu rapide sur le Sud-Ouest. La raison essentielle de la disparition du lait, c'est l'attrait pour les grandes cultures puisque, depuis 2007, les prix des céréales ont été extrêmement élevés (2009 étant une exception, de même que cette année).

On a donc eu davantage une flambée des grandes cultures, que des productions animales et du lait. Et puis, parlons du problème des successions, lié au travail, à l'astreinte de deux traites par jour en général, au capital à investir... Résultat : ce n'est pas un hasard si le lait se raréfie, globalement, dans les régions de polyculture-élevage. Or ces systèmes de polyculture-élevage sont une spécificité

française en Europe, on les retrouve beaucoup moins ailleurs.

Deuxième remarque, je suis complètement d'accord sur le travail. Nous parlons de travail fordiste, de travail hyper-spécialisé. Quand je suis allé en Nouvelle Zélande, j'ai été effaré de voir des jeunes, qui veulent devenir éleveurs, devoir rester trayeurs durant 8-10 ans, avant de pouvoir faire autre chose qu'aller chercher les vaches au pâturage, les amener au roto de traite, nettoyer leurs mamelles, les ramener au pré, etc. Ils ne font que ça ! Personne n'a envie de faire un boulot à la chaîne et les éleveurs encore moins.

Accès au foncier et aux finances, des freins à la coexistence

Pour le Danemark, je n'ai pas été clair du tout ! Pour moi, c'est l'anti-modèle par excellence. Cette histoire de consensus que l'on trouve à un moment donné avec les banques et des conditions de prêts totalement spéculatives. Tout ça pour se retrouver coincé à vie et, souvent, en intégration du voisin : ils sont tellement endettés que la banque leur dit qu'ils ne sont pas capables de gérer, que le voisin va gérer leur ferme, bref qu'ils vont devenir ouvriers dans leur propre ferme. Bien-sûr quelques Danois s'en sortent malgré tout, mais globalement ce n'est pas ce qu'il faut faire.

Sur la coopération et la solidarité, mon Directeur général est fils d'éleveur, il a été responsable de coopératives, etc. Il dit « pensez coopération ». Bien-sûr, on ne va pas faire sans la coopération mais, parfois, on est en compétition parce que, que nous le voulions ou non, nous vivons dans une société capitaliste. En particulier, la compétition pour le foncier est un gros problème pour la coexistence, et même pour la cohabitation. Là, les pouvoirs publics locaux ont un rôle fondamental à jouer. Peut-être que la reconnaissance des différents systèmes par les responsables agricoles qui siègent dans les commissions des structures est une étape absolument nécessaire.

L'accès aux moyens de production, le sol essentiellement, mais aussi les finances, est donc l'un des gros freins la cohabitation et à la coexistence.

Je ne veux pas épouser Barbe bleue !

M. Roux. On a dit que les systèmes pouvaient peut-être coexister ou cohabiter dans des pays comme l'Allemagne, entre la Bavière et le Nord. Au Brésil, c'est pareil, il y a même deux ministères de l'agriculture - un pour l'agriculture familiale, l'autre l'agriculture intensive-, mais elles ne se situent pas du tout dans la même zone. En gros, il s'agit du Nord et du Sud.

Mais pas besoin d'aller si loin. Dans les Pyrénées-Atlantiques, le Pays basque est plutôt tourné vers une agriculture paysanne et le Béarn vers de grandes fermes céréalières, maïs, etc. Donc, quand il semble y avoir une coexistence, en réalité il y a une séparation au niveau du territoire.

De mon point de vue, il y en a un qui mange l'autre. Nous avons dit aussi que la coexistence serait le mariage de la carpe et du lapin. Moi, je ne veux pas épouser Barbe bleue, je ne veux pas qu'il me mange. A mon avis, il n'est pas possible de coexister, au risque de disparaître.

Nous avons aussi parlé aussi de polyculture-élevage. Effectivement, quand on roule dans le Gers, on voit que beaucoup de fermes ont transformé leurs prairies en céréales, et l'on se dit « mince, il n'y a plus de vaches ici ! ». A chaque fois je le regrette, car la disparition des vaches, ça change tout. Si vous voulez produire avec moins d'intrants, moins d'azote acheté, comment faites-vous si vous n'avez plus de vache, donc si vous n'avez plus de déjection animale ? D'ailleurs, si nous manifestations nous préférierions jeter sur les DDT de gros sacs d'engrais plutôt que du fumier ou du lisier, parce que nous considérons qu'ils ont plus de valeur. Bref, s'il n'y a plus d'animaux, s'il n'y a plus d'élevage, comment ferons-nous pour produire le reste ?

Pour revenir à l'autonomie, pour nous c'est très important, notamment l'autonomie de décision. Les gars qui travaillent dans la ferme-usine des 1 000 vaches sont des salariés, qui ne font que traire en 3x8. Ils ne prennent aucune décision, ce ne sont donc pas des paysans même si, au départ, Ramery a mis sous sa coupe des éleveurs qui n'avaient plus d'argent et qui ont accepté de travailler pour lui pour être « sauvés ».

Les productions des paysans aussi

Autre volet très important pour nous, c'est la répartition. Quelqu'un a dit qu'il fallait que ce

soit les consommateurs qui régulent. Effectivement, près de 80% de l'alimentation s'achète dans les supermarchés. L'autre jour, j'ai distribué des tracts dans un supermarché parisien et j'ai discuté avec les consommateurs pour leur expliquer que lorsqu'ils achètent en cet endroit leurs fruits et légumes, ils alimentent un système où des saisonniers sont payés très peu cher, moins de 4 euros de l'heure, y compris en France. Et de me demander : je les achète où mes fruits et légumes alors ?

Il faut donc que nous trouvions d'autres systèmes. Les consommateurs auraient la volonté, mais ils vont au supermarché qui est à côté, puisque le paysan lui n'y est pas. Ce que je veux dire, c'est que dans la répartition des productions, il ne faut pas oublier celles des paysans. Dit autrement, si je produis un million de litres, il y a peut-être 3 paysans de moins qui produisaient 300 000 litres. Du coup je prends la production des autres. La répartition, ce n'est donc pas seulement le foncier, c'est aussi le volume. Je ne dis pas cela pour la viande bovine car la France en importe. Il faut savoir aussi que 40% de la viande bovine consommée en France, c'est du steak haché. On a du mal à savoir d'où ça vient.

Des territoires, des hommes, une coexistence nécessaire

Séverine. Mme Roux, vous dites que la coexistence n'est pas possible. Pour moi, elle est possible et nécessaire. Je suis en train de m'installer en ovins viande dans le Tarn, en installation progressive avec un autre hors-cadre. Quand j'ai lancé mon projet avec mon futur associé, nous sommes allés voir la Chambre d'agriculture, où on nous a donné le modèle qui s'applique globalement dans le Tarn. Sauf que ce modèle s'applique davantage dans le centre du département où les terres sont meilleures, que sur notre territoire, le Causse. On s'est donc dit que ce modèle ne nous convenait pas parce que, avant tout, nous avons un territoire. C'est important et c'est pour cela que je pense la coexistence est nécessaire 1) on a des territoires, et 2) on a des hommes. Le modèle qu'on m'avait présenté consistait à travailler à 100% avec une coopérative, ce n'est pas ce que je voulais. Je voulais travailler davantage avec des clients, des consommateurs. Avec mon associé, nous avons donc adapté notre projet en fonction de

ce que nous sommes. J'insiste, la coexistence est nécessaire, et doit prendre en considération l'homme et les territoires.

Le coût social du modèle industriel

M. Roux. Séverine, effectivement vous avez parlé de modèle vente directe et filière. On peut être en agriculture paysanne tout en étant en filière. D'autre part, on peut relocaliser la production sans forcément passer par la vente directe. Cela peut se faire autrement, avec des collectivités territoriales, etc. Un jour on m'a dit, « si tout le monde passe en vente directe, je ne pourrais plus vendre mes produits. Ça suffit, il y a assez de maraîchers, vous en avez déjà installé suffisamment ! » Sauf que dans la commune voisine, il n'y a que deux maraîchers alors que, avant, il y en avait 23 et qu'ils en vivaient.

Je ne l'ai peut être pas assez précisé, mais le modèle industriel a aussi un coût social qui fait disparaître l'emploi. Par exemple, la ferme des 1000 vaches, c'est 3 fois moins d'emplois qu'une ferme française moyenne. Si on n'installe que de telles fermes – puis de plus grosses-, il n'en faudra pas beaucoup pour supprimer tous les élevages laitiers, qui disparaissent déjà tout seuls.

A propos de cette disparition, en fait les fermes laitières, qui ont un coût de capital important, sont difficilement transmissibles. C'est pourquoi quand le laitier doit transmettre sa ferme il a du mal à trouver quelqu'un ayant les moyens de la racheter. Alors trouvons, inventons des solutions pour que ce soit transmissible, qu'on ne soit pas obligé d'acheter le foncier. Et, d'autre part, que l'on puisse travailler ensemble parce que traire matin et soir, dimanche et jours de fête, c'est compliqué. Il faut donc réfléchir à ces solutions pour maintenir, absolument, les élevages laitiers, notamment grâce à l'installation des hors-cadres familiaux qui sont en augmentation.

N'oublions pas la question du prix. Vous êtes en ovins, Séverine. Si vous avez à côté de vous une grosse ferme qui fait de l'agneau peu cher, vous n'arriverez pas à le vendre. Ce système va vous faire disparaître.

P. Chotteau. L'Argentine est un exemple typique : les éleveurs laitiers qui étaient des éleveurs familiaux se sont agrandis en prenant des familles de métayers. Les animaux sont nourris à la luzerne, dans des régions où ils

peuvent faire autre chose, en particulier du soja transgénique. Et c'est l'attrait pour cette dernière culture qui explique aussi la disparition des élevages laitiers parce que ce ne sont plus du tout des fermes familiales pour le coup, ce sont juste les métayers qui font le boulot, et qu'on peut chasser comme cela, parce qu'il devient plus intéressant de produire du soja. Donc passer d'une production à l'autre ce n'est pas vraiment un problème.

Deuxième élément, sur la démographie laitière. C'est vrai qu'on a eu beau avoir une politique des quotas au plus près des départements, permettant un maintien, il y a eu une révolution silencieuse, en tout cas une disparition faramineuse d'élevages laitiers. En 2000, il y avait encore en France 120 000 élevages laitiers. On estime que, aujourd'hui, ils ne sont plus que 65 000. Pratiquement une diminution de moitié. Quant on fait de la prospective, en 2030, nous devrions avoir entre 20 000 et 30 000 élevages laitiers. Et pour en garder 30 000, il va falloir se bouger, car on sait très bien qu'il est compliqué de reprendre du capital quand on n'est pas fils d'éleveur.

Pour finir, sur les modèles et l'emploi. Les Néerlandais ont fait une espèce de remue-ménages entre les pouvoirs publics, les universités, les différents syndicats agricoles et les ONG de défense de l'environnement, du bien être animal (*Green Peace, BirdLife, Compassion in Word Farming*, etc.). Pour la région du Noord-Brabant, sans doute la région la plus intensive, ils sont arrivés à la conclusion qu'au regard des fortes contraintes sur les préoccupations sociétales, le bien-être animal, l'urbanisme, l'environnement... le modèle le plus respectueux est de 1000 truies, 4 emplois avec un salarié, c'est-à-dire essentiellement des emplois en agriculture familiale à l'horizon 2020. Pour les vaches, c'est 320 animaux. Tout ceci a été publié dans le rapport Van Doorn⁶. Je ne dis pas qu'il s'agit du modèle idéal, mais telle est la réflexion dans les pays d'Europe du Nord.

Une publication de la Mission Agrobiosciences.
(novembre 2015) - www.agrobiosciences.com
Suivez-vous sur facebook et sur twitter
@agrobiosciences

⁶ Version française (PDF 27 pages).
http://www.nutritionanimale.org/fichiers/20131001172509_2013_Rapport_Van_Doorn_version_francaise.pdf